



REGARD DIRECT

Sierre. Première pierre du futur campus

La première pierre du chantier de construction du campus de l'École de design et Haute École d'art (EDHEA) et de l'École de couture du Valais a été posée à Sierre hier après-midi. Une pose symbolique effectuée par (g. à d.) Christophe Darbellay, chef du Département valaisan de la formation, François Seppy, directeur de la HES-SO Valais, Pierre Berthod, président de Sierre, et Philippe Venetz, architecte cantonal. Son ouverture est attendue pour la rentrée scolaire 2027. La proximité physique des deux écoles devrait déboucher sur de nouvelles collaborations artistiques entre les différentes filières, selon l'Etat du Valais. Le regroupement sur un site unique des locaux de l'EDHEA, dispersés en ville de Sierre, permettra de renforcer l'identité de l'école et son attractivité; le campus doit

aussi répondre aux besoins en développement de l'École de couture, installée trop à l'étroit. Elaboré par deux bureaux genevois (CLR architectes et EDMS ingénieurs), le projet situé sur le site des anciennes halles Usego prévoit une salle d'exposition ouverte au public, une cafétéria, une bibliothèque et des ateliers. Le futur campus sera complété par une construction sur six niveaux au sud-ouest du bâtiment existant, qui abritera la partie administrative, des espaces de formation, une salle de conférences et une aula. Devisé à 46,7 millions, partagés entre Etat du Valais, Confédération et Ville de Sierre, le campus accueillera près de 300 personnes en formation.

ATS/KEYSTONE - C. ZINGARO

AGORA

Maintenir et créer des oasis de paix

Solidarité ► Retraçant les initiatives de soutien aux mouvements civiques pour la paix en ex-Yougoslavie, engagées dans les années 1990 à travers le réseau de solidarité du Forum civique européen, Raymond Getaz appelle à une mobilisation citoyenne pour «recréer aujourd'hui des oasis de paix».

RAYMOND GÉTAZ*

En 1991-1992, lors de l'éclatement de la Yougoslavie, des guerres ont débuté en Europe, alors que cette éventualité semblait dépassée, voire impossible, dans l'imaginaire de la construction européenne. L'Europe se présentait comme un espace «civilisé». Les nombreuses conventions et accords internationaux signés après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, telles la création des Nations unies en 1945, les Conventions de Genève, la Convention européenne des droits humains, la Déclaration universelle des droits humains, la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, laissaient croire qu'en Europe de l'Ouest, du moins, nous sortions de la barbarie et que les chemins vers une période de paix durable étaient tracés. Chimère pourtant, car les comportements barbares ont continué tout au long du XX^e siècle, exportés dans les pays «colonisés» et dans les guerres au Vietnam, au Moyen-Orient, en Algérie et j'en passe. L'avènement de Gorbatchev en URSS et, par la suite, la «chute du mur» suscitaient l'espoir d'une fin de la guerre froide grevant les relations entre les mondes dits «capitalistes et communistes».

La guerre à nos portes nous a alors pris à froid. Comment réagir face à ce cauchemar pour éviter de sombrer dans la dépression? Le Forum civique européen (FCE) que la coopérative Longo

Maï avait créé après la chute du mur en 1989 avait, bien avant la guerre, noué de nombreuses amitiés avec des personnes de Yougoslavie, notamment à travers la participation de Longo Maï à plusieurs camps de jeunes dans les années 1980 en Yougoslavie et les rencontres internationales du FCE en Provence.

Le FCE a alors entamé plusieurs initiatives pour soutenir les mouvements civiques pour la paix en ex-Yougoslavie: création d'une «Conférence yougoslave», délégations auprès des représentants des différentes Eglises, création d'un réseau de journalistes entre les différentes républiques (AIM), appel au soutien et à l'accueil des déserteurs de la guerre dans les pays européens. En Suisse, le FCE a invité à une journée de réflexion à Delémont, sous l'auspice de son maire Jacques Stadelmann. Une intervention majeure fut celle de Paul Hermant, représentant de l'association belge «Causes communes» qui venait d'être créée par un grand nombre de communes pour mettre en place des partenariats entre communes belges et ex-yougoslaves. En Belgique, comme dans de nombreux pays européens, de simples citoyens voulaient réagir face aux désastres de la guerre, mais il n'y avait pas de structure appropriée pour intégrer ces bonnes volontés. L'idée était alors que les citoyens-mobilisés leur commune, l'instance qui leur était la plus proche, à rassembler leurs volontés.

Cette idée a aussi séduit l'assemblée du FCE et un comité d'initiative pour la création de «Causes communes Suisse» a été mis en place. Celui-ci a invité les communes suisses à des «Etats généraux des communes sur la question de l'ex-Yougoslavie». En décembre 1992, Causes communes Suisse a été officiellement créé par les représentants d'une quarantaine de communes suisses. Une délégation, dont faisaient partie Jacques

Stadelmann, maire jurassien, et Henri Huber, maire bernois de Köniz, s'est alors rendue dans différentes républiques ex-yougoslaves pour identifier des communes engagées dans la défense des droits humains et contre la guerre.

Par la suite, plus de 150 communes suisses, regroupées dans 19 comités régionaux, dont trois en Suisse romande, ont pu établir des partenariats avec des communes ex-yougoslaves. Des dizaines de délégations «communales», financées souvent par les bénévoles qui y participaient, ont alors mis en pratique leur volonté d'échanger et d'aider la société civile dans les communes partenaires. Les rencontres réciproques entre différentes délégations, tant en ex-Yougoslavie qu'en Suisse, ont montré que, de part et d'autre, la population voulait la paix. A côté d'une aide humanitaire immédiate pour les réfugiés dans les communes, les partenariats ont mis l'accent essentiellement sur des échanges éducatifs, culturels, sportifs, de santé, etc. Animés par des bénévoles de part et d'autre, ces partenariats ont conduit parfois à des amitiés et à des liens qui ont subsisté jusqu'à maintenant.

Aujourd'hui, de nouveau, la guerre est à nos portes en Ukraine, au Liban, en Palestine... Les accords signés après la Deuxième Guerre mondiale sont bafoués les uns après les autres. Des Etats-nations font des guerres au nom des peuples. Mais, comme en ex-Yougoslavie, la population n'a rien demandé. Le plus souvent, ce sont des intérêts économiques ou politiques de dirigeants ambitieux qui sont à l'origine des conflits. Que pouvons-nous faire alors en tant que citoyen-nes? En appeler au respect des conventions des années d'après-guerre? Ou réfléchir à comment recréer des oasis de paix? Nous ne pouvons pas rester les bras ballants!

* Membre de la coopérative Longo Maï à Undervelier (JU).

ACTUALITÉS PERMANENTES

A la lumière du doute



DÉDÉ-LA-SCIENCE*

Au cours d'une carrière scientifique centrée sur les humains et leurs comportements, il m'est arrivé de tenter un bilan de connaissances classées selon leur degré de vraisemblance. Bien sûr, en bon disciple de la philosophie poppérienne, je ne prétends à

aucune certitude, mes connaissances restant datées dans une histoire et pouvant toutes être remises en question face à des faits nouveaux. Mais quand même! La biologie, entre autres, nous construit une représentation de nous-mêmes de plus en plus détaillée, confirmée par une multitude d'observations et d'expériences, formant une théorie, incomplète comme toutes les théories, mais très robuste confrontée à notre réalité. Parmi les déficits de cette théorie figure l'absence de définition cohérente de la conscience.

Si cette dernière a fait noircir des tonnes de livres aux philosophes, aux romanciers et à bien d'autres, il est nettement plus difficile de la caractériser, de façon claire, en termes de neurobiologie, que ce soit chez les humains ou les autres animaux. Par un réflexe mathématique, on cherche souvent à la définir par son contraire, le sommeil profond, ou sa fin, la mort. Avec du flou dans le premier cas (le sommeil paradoxal et l'expression de l'«inconscient» dans les rêves, ou bien le sommeil léger, si facile à interrompre, relèvent-ils vraiment de la perte de conscience?). Quant à la mort, on connaît bien son aboutissement à la destruction totale de l'organisme, mais même ses définitions légales ont varié en se basant sur l'arrêt respiratoire, puis cardiaque, puis cérébral, ce dernier n'étant pas toujours simple. Toujours est-il que la conscience est l'affaire d'un cerveau en bon état de marche et que la destruction de ce dernier y met un terme dont la science – actuelle bien sûr! – ne permet pas de douter.

Le grand désespoir que cette observation simple produit chez beaucoup d'humains a conduit notre espèce à chercher toutes les occasions de la remettre en cause et à inventer les croyances les plus absurdes pour prolonger notre contrat de conscience limité. Aux raisons personnelles s'ajoutaient des raisons sociales: pas question de tolérer une ultime liberté à ceux qui vont disparaître, pas question de disparaître sans rendre des comptes, au moins dans le futur, si improbable soit-il. Pas question de laisser les Pierrot le Fou se multiplier! Contre toute bonne science et bon sens, on inventa donc des mythologies et des dimensions illimitées d'ordre quatre et plus, dans lesquelles on pourrait, comme disait Foucault, surveiller et punir. La crédulité des enfants et des masses populaires manipulées étant ce qu'elle est, ce système fonctionne bien tant que les religions tiennent la science en laisse, en torturant et tuant autant que nécessaire, et tant que les arbitraires de chaque théologie ne se confrontent pas trop.

Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, dans un monde ouvert par la communication et où la science et sa méthode furent parfois respectées tant que leurs fondamentaux ne sortaient pas des laboratoires. De nos jours, tous les pouvoirs reposent sur des technologies de production, de communication et de coercition issues de connaissances scientifiques. Le temps n'est plus où Lyssenko ruinait l'agriculture soviétique en faisant interdire la génétique par Staline. Mais quand Trump interdit les recherches sur le réchauffement climatique, il fait peut-être pire. Pourtant, son ami Musk et les entreprises qui ont permis sa prise de pouvoir dépendent d'une science qui n'est ni partageable ni négociable. On attend avec intérêt de savoir comment il va tenter de sortir de ces contradictions. Musk et lui ont de longue date mérité les enfers dont menacent les religions de leurs supporters. Qu'espèrent-ils, pour après leur mort, à travers les multiples enfants qu'ils font à de multiples partenaires? Il sera intéressant, aussi, de connaître les réactions des familles télévangélistes et catholiques intégristes, qui les ont élus, aux paternités contractuelles, limitées à l'éjaculation et à l'argent, de Musk...

* Chroniqueur éternant.